

# Algérie : des élections législatives sans aucune légitimité

dimanche 13 juin 2021, par [AÏSSAT Kamel](#) (Date de rédaction antérieure : 12 juin 2021).

**Les élections législatives du 12 juin, comme la présidentielle du 12 décembre 2019 constituent un passage en force en vue de la continuité du régime. Parce que le mouvement du 22 février pose la question de la souveraineté populaire sur les questions politiques, économiques et sociales.**

Sommaire

- [Répression partout](#)
- [L'indifférence par rapport aux](#)
- [Construire un front anti-répre](#)
- [Le pouvoir n'a aucune légitimi](#)

Le pouvoir n'est pas hégémonique sur la société. En deux ans, il n'a pas réussi à construire une base sociale ni un nouvel appareil politique. Il n'a fait que recycler les anciens du FLN et du RND, les anciens caciques du système avec quelques nouvelles têtes mais qui sont liées aux réseaux clientélistes du régime.



Crédit Photo PST

## Répression partout

Pour imposer sa feuille de route électorale, il a eu recours à une répression sans précédent, il instaure un climat de terreur dans la société. Après une année d'interruption du mouvement en raison du Covid, il avait misé sur la non reprise du mouvement. Depuis février dernier, il y a une reprise du mouvement. Certes moins important qu'avant, mais les vendredis ont repris dans la majeure partie des départements. Cela a poussé le pouvoir à engager un processus de répression. Le régime en place a un déficit de légitimité.

Il a donc choisi la répression comme réponse, comme mode de gestion face aux revendications populaires.

La répression n'a pas touché que le Hirak, mais tout le mouvement social : la grève des pompiers,

des travailleurs de l'éducation, etc. Ils avaient peur qu'il y ait jonction entre mouvement populaire et mouvement social.

La population vit une crise sociale sans précédent : licenciements, casse emplois dans le contexte du Covid même si la désindustrialisation est une politique depuis Bouteflika. Ils ont transformé l'économie algérienne en mode écobomique d'importation et en cassant le secteur productif national.

La population, au bout de deux, il n'y a pas de défaite, mais il y a beaucoup de questionnements. Du repli. Est-ce que le vendredi est suffisant, pourquoi marcher le vendredi et pas les autres jours, quels sont nos objectifs. Le rejet du système est intact et structurel. 2019 a créé une rupture entre la population et le pouvoir central.

## **L'indifférence par rapport aux élections**

Le processus de terrorisations est impressionnant. Depuis le début de la campagne électorale, on a eu plus de 2000 interpellations, plus de 226 emprisonnés, particulièrement les jeunes activistes, les interdictions de toutes activités militantes. Le 10 juin, le Code pénal a été modifié pour introduire des activités qu'ils peuvent caractériser comme terroristes à l'image d'organisations politiques visant à remettre en cause la gouvernance actuelle. Des organisations kabyles comme le MAC et islamistes comme Rachad sont qualifiées de terroristes alors que ce ne sont pas des organisations qui participent vraiment au mouvement du Hirak.

Une loi sanctionne ceux qui empêchent l'élection ou essaient de dissuader d'aller voter, ils sont passibles de 20 ans de prison.

Concernant les élections législatives, dans les départements habituels, notamment en Kabylie et dans les départements avoisinants, il y a très peu de votants. À Bejaïa par exemple, ils ont annoncé 4.000 votants sur 500.000 électeurs. Ils ont essayé d'ouvrir les bureaux de vote ce matin, mais sans succès. Souvent ce sont les forces de l'ordre, armée et police, qui votent, quasiment en cachette. Le taux de participation est très faible.

Au niveau national, ils annonçaient 10 % de participation à 13h et 14,5% à 16h, ce qui représente environ 2,2 millions de votants, sur un corps électoral de 24,5 millions.

## **Construire un front anti-répression**

Nous, on développe toujours la même orientation : toute révolution doit être organisée à la base, où on doit discuter de comment affronter la répression, quel système on veut construire... Si on n'a pas cette organisation à la base, les représentants seront désignés par les médias bourgeois, par les sphères proches du pouvoir. C'est à partir de là qu'on peut doter le mouvement d'une plate-forme démocratique et sociale qui soit les contours du nouveau système que nous voulons construire. Essayer de faire la jonction avec tous les mouvements sociaux, démocratiques. Donc on a ce triptyque : auto-organisation, jonction du mouvement social et populaire, assemblée constituante souveraine qui soit l'émanation des besoins de la population à la base.

Depuis deux mois, le PST se bat pour construire un front anti-répression, nous considérons qu'il faut défendre en urgence les libertés démocratiques. Le PST lui-même est menacé de dissolution, comme beaucoup d'autres organisations : toutes celles qui sont impliquées dans le PAD (pacte de l'alternative démocratique) ont été menacées de dissolution, il y a des procédures contre certaines qui ont été engagées au Conseil d'état. Ils ont aussi fait des pressions sur des associations, comme

SOS Bab el Oued ou RAJ. Ils ont arrêté beaucoup de militants qui sont actifs sur le terrain. Un dirigeant du MDS a été arrêté à sa descente de bus.

Nous considérons que face à la terreur qu'ils veulent imposer, il faut un front contre la répression, le plus large possible, avec toutes les forces et tous les noyaux qui veulent résister. Les libertés sont précieuses, pour les travailleurs, pour le camp populaire.

Quand nous construisons ces fronts contre la répression, notre but est aussi que les jeunes qui se rassemblent, qui discutent, en profitent pour construire des noyaux d'auto-organisation. Car l'auto-organisation ne vient que des besoins concrets des masses populaires, ce n'est pas un mot d'ordre qui ne collerait pas à la réalité, aux dynamiques de la société.

### **Le pouvoir n'a aucune légitimité**

Il y a quelques jours, le président Tebboune disait que la participation serait massive et maintenant il dit que l'important est seulement d'avoir organisé le vote, que le taux de participation est secondaire ! C'est une déclaration digne de dictateurs : le minimum démocratique d'un président serait de s'inquiéter d'asseoir sa légitimité.

Aujourd'hui, il dit que la minorité doit respecter la majorité. Mais qui est la majorité ?! Ce sont ceux qui n'ont pas été voter ! Oui, la majorité n'a pas été respectée : une minorité décide pour la majorité des Algériens, qui rejette les élections. Il est temps d'annuler tous les scrutins qui n'ont aucune valeur pour le peuple populaire, aucune légitimité.

**Kamel Aïssat**

---

**P.-S.**

• L'Anticapitaliste. Publié le Samedi 12 juin 2021 à 21h33 :

<https://lanticapitaliste.org/actualite/international/algerie-des-elections-legislatives-sans-aucune-legitimite>